



## Organisation des Nations Unies

# COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITÉ DES NATIONS UNIES EN RDC PERIODE DU 5 AU 19 SEPTEMBRE 2018

### MONUSCO :

**La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, Leila Zerrougui, et chef de la MONUSCO se rendra bientôt à New-York pour participer à l'Assemblée générale des Nations Unies.**

**De son côté, le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies chargé des Opérations et de l'Etat de droit, M. David Gressly, a effectué hier mardi une visite de travail au Sud-Kivu.**

M. Gressly s'est rendu à Minembwe au Sud-Kivu, avec le gouverneur ainsi que quelques membres du conseil provincial de sécurité de cette province.

Le but de cette courte visite était de lancer le projet d'un système d'éclairage solaire au marché Kiziba. C'était aussi l'occasion de transmettre un message d'encouragement et de soutien de la MONUSCO pour les efforts de renforcement de paix et de cohabitation pacifique entre les communautés de Minembwe.

La MONUSCO va y appuyer d'autres projets ou, selon le cas, effectuer des plaidoyers dans le cadre de la recherche de la paix, du développement et de la sécurité dans les hauts plateaux de Minembwe.

Le Représentant spécial adjoint a aussi profité de l'occasion pour faire le point avec les autorités sur les événements en cours dans la région et explorer comment mieux renforcer la protection des populations civiles.

Les consultations sont en cours pour proposer aux hiérarchies respectives des mesures et des réponses conjointes et coordonnées.

La semaine passée, M. David Gressly était à Beni, compte tenu de la situation sécuritaire observée ces derniers jours. Il a procédé à une évaluation exhaustive des stratégies et mécanismes à mettre en œuvre en étroite collaboration avec les FARDC, pour une meilleure protection des populations civiles de cette région.

**A Bukavu, dans le cadre de la Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et à la Stabilisation (ISSSS) mise en œuvre par le Programme National de Stabilisation et de Reconstruction (STAREC) et l'Unité d'Appui à la Stabilisation (UAS) de la MONUSCO, il s'est tenu du 12 au 13 septembre dernier, un forum interprovincial sur la persistance des groupes armés dans les provinces du Nord-Kivu et Sud-Kivu.**

---

### Contacts :

**MONUSCO :** Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lieutenant-colonel Serge Bruno Chabi, porte-parole militaire : [monusco-hg-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hg-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies :** Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org) ; tél +243 81 70612 13



## Organisation des Nations Unies

Le forum a réuni des représentants des communautés de Kalehe, Masisi et Walikale, les gestionnaires des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu ainsi que des acteurs du niveau central dont des représentants de la Présidence de la République, de l'Assemblée nationale, de l'Unité d'exécution du Programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion (UEPNDDR), ainsi que des experts militaires et civils pour réfléchir sur des innovations quant à l'approche et aux actions à mener. La feuille de route qui en est sorti doit d'abord suivre un processus pour sa validation, avant sa mise en application, dans l'espoir cette fois d'en venir à bout des groupes armés.

**Sur la base des informations de ses réseaux d'alertes et d'information dans l'espace Kasai, la MONUSCO a entrepris deux missions d'évaluation sécuritaire et humanitaire à Kamonia dans la province du Kasai du 6 au 10 septembre et à Lodja dans la province du Sankuru du 14 au 16 septembre 2018.**

A Kamonia comme à Lodja, l'équipe pluridisciplinaire de la MONUSCO a eu des rencontres avec plusieurs couches de la société civile ainsi qu'avec les autorités locales, les forces de défense et de sécurité et les représentants des partis politiques.

A l'issue de ces rencontres et échanges à Kamonia, la MONUSCO a encouragé les autorités à se concentrer sur la cohésion sociale entre les communautés, qui reste un défi pour la cohabitation pacifique entre les groupes ethniques. La MONUSCO a par ailleurs mis en place de concert avec les autorités du Kasai, une Commission consultative du règlement des conflits coutumiers (CCRCC) et un cadre de consultation permanent bimensuel a été établi avec le Gouverneur de la province du Kasai afin de traiter de la sécurité générale, des droits de l'homme et de la situation politique dans la province du Kasai.

A Lodja cependant, suite au constat de l'interférence trop grande de la politique dans tous les secteurs de la vie sociale, administrative, politique et coutumière, la MONUSCO a entrepris de sensibiliser tous les interlocuteurs à la non-violence et à la tolérance politique pour la cohésion sociale et le développement. A l'issue de ces sensibilisations, un réseau d'alerte communautaire et trois comités de protection locaux composés de 15 membres ont été établis ainsi qu'un cadre de concertation entre les représentants des partis politiques locaux qui ne se côtoyaient plus depuis environ 12 ans. Ce cadre de concertation est chapoté par la Commission diocésaine justice et paix et va aider à diffuser toutes les tensions politiques à la base des conflits à Lodja. Au cours de l'installation de ce cadre, les représentants des partis politiques se sont engagés à mettre fin aux violences politiques.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lieutenant-colonel Serge Bruno Chabi, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies** : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org); tél +243 81 70612 13



## Organisation des Nations Unies

### Equipe de pays :

**La Coordinatrice du HCR pour les réfugiés burundais en mission en RDC :**

**Cette semaine, du lundi 17 au vendredi 21 septembre, la Coordinatrice régionale pour les réfugiés burundais, Mme Catherine Wiesner, est en visite au Sud-Kivu. Cette responsable du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), basée à Nairobi, discutera avec les autorités et différents partenaires de la situation de plus de 46 000 réfugiés burundais résidant en RDC.**

Elle se rendra dans les sites d'installation de réfugiés pour constater le progrès fait pour permettre aux réfugiés d'avoir accès aux services de base au même titre que la population locale. La Coordinatrice régionale visitera également un centre de transit, afin de revoir l'impact du sous-financement sur le programme du HCR. Actuellement, quelques 1 300 réfugiés sont bloqués dans des centres de transit surpeuplés, car le HCR ne dispose pas de moyens pour les relocaliser dans le site de réfugiés de Mulongwe, en territoire de Fizi.

### **Des enfants réfugiés centrafricains reçoivent des actes de naissance :**

**Dans la première moitié du mois de septembre, 634 enfants réfugiés centrafricains de la province du Nord-Ubangi, âgés de 0 à 5 ans, ont reçu des actes de naissance.**

Ceci a été possible grâce à la collaboration de la Commission nationale des réfugiés, du Tribunal de grande instance de Gbadolite et du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Parmi ces enfants, 300 vivent au camp de Bili. Les 334 autres enfants vivent hors camp dans les localités de Mogoro, Yakoma, Limasa et Kando.

Il s'agit d'enfants centrafricains nés en RDC dont les naissances n'ont pas été déclarées dans le délai légal de 90 jours au service de l'Etat civil. Dans une situation de déplacement forcé, les parents font face à de nombreux obstacles qui les empêchent parfois d'enregistrer leurs enfants.

Les certificats de naissance ont une grande importance, car un enfant réfugié sans ce document court le risque de devenir apatride. Une fois de retour dans leur pays, les réfugiés centrafricains pourront présenter les certificats de naissance afin d'obtenir des cartes d'identité et accéder aux services de base.

Presque 177 000 réfugiés centrafricains vivent en RDC, la grande majorité d'entre eux se trouve dans les provinces du Bas-Uele, Nord-Ubangi et Sud-Ubangi.

### **Affaire Bemba et al. : La Chambre de première instance VII rend sa décision portant fixation des nouvelles peines**

**Le 17 septembre 2018, la Chambre de première instance VII de la Cour pénale internationale a prononcé des peines à l'encontre de Jean-Pierre Bemba Gombo, Aimé Kilolo Musamba et Jean-Jacques Mangenda Kabongo après l'annulation par la Chambre d'appel des peines initialement**

---

#### Contacts :

**MONUSCO :** Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lieutenant-colonel Serge Bruno Chabi, porte-parole militaire : [monusco-hg-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hg-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies :** Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org); tél +243 81 70612 13



## Organisation des Nations Unies

**fixées et le renvoi de la question pour réexamen devant la Chambre VII. Les déclarations de culpabilité et les acquittements concernant les cinq accusés sont définitifs.**

Dans sa nouvelle décision, la Chambre de première instance VII a condamné M. Bemba à un an d'emprisonnement ainsi qu'à une amende de 300 000 euros. M. Kilolo et M. Mangenda ont chacun été condamnés à une peine totale de 11 mois d'emprisonnement. M. Kilolo a également reçu une amende de 30 000 euros. La Chambre a ordonné que soit déduit de ces peines le temps déjà passé en détention sur ordre de la Cour et a par conséquent considéré que les peines d'emprisonnement avaient été purgées. Les amendes seront à verser à la Cour dans un délai de 3 mois à compter de la décision et seront ensuite transférées au Fonds au profit des victimes.

### **Situation militaire :**

**(Par le Lieutenant-colonel Serge Bruno Chabi, porte-parole militaire de la MONUSCO)**

**Sur le plan sécuritaire, le calme précédemment observé a été perturbé par des attaques multiples contre les forces gouvernementales de la République démocratique du Congo par les groupes armés.**

Les groupes les plus actifs ces derniers temps sont les ADF, les groupes Mayi-Mayi Yakutumba et Apana pale, etc. Il s'agit d'actions déclenchées soit pour prélever des matériels de guerre, soit en représailles aux opérations lancées par les forces régulières contre eux.

Le cas le plus grave est cette attaque déclenchée le 16 septembre passé, une cinquantaine de miliciens Lendu contre une position des FARDC, précisément le poste naval de la localité de Muvaramu située à 56 km au nord-est de Bogoro. Des cinq marins présents au poste au moment de l'attaque, quatre ont perdu la vie et un est porté disparu. On déplore également des victimes parmi les civils et une quarantaine d'autres ont été kidnappés.

La Force a lancé plusieurs opérations et d'autres sont en cours de préparation afin de contribuer à la protection des civils et d'accroître leur sentiment de quiétude. Elle apporte également son soutien aux FARDC en termes d'entraînement, de soutien et d'appui conformément à la résolution 2409.

Au titre de la coopération civilo-militaire, 36 jeunes de la localité de Nyanzale et des villages environnants ont bénéficié d'une formation élémentaire en électricité. Cette formation organisée et conduite par la MONUSCO a duré du 18 août au 9 septembre 2018.

L'objectif de cette formation était de renforcer les capacités des apprenants aux nouvelles techniques et de contribuer au bien-être des populations de la localité.

---

#### **Contacts :**

**MONUSCO :** Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lieutenant-colonel Serge Bruno Chabi, porte-parole militaire : [monusco-hg-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hg-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies :** Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org); tél +243 81 70612 13